

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOGESCAUT**

12 rue de La Fontaine  
59121 Prouvy

Références : 2023-V1-247  
Code AIOT : 0007002289

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement SOGESCAUT implanté 12, rue de La Fontaine BP 22 59121 Prouvy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOGESCAUT
- 12, rue de La Fontaine BP 22 59121 Prouvy
- Code AIOT : 0007002289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOGESCAUT exerce au 12 rue de la Fontaine à Prouvy, ancien site de fabrication exploité par ETERNIT, une activité de stockage de produits céréaliers en silos plats. Initialement autorisé par arrêté préfectoral du 21 mars 1989, l'exploitant a été autorisé à poursuivre son activité de stockage

de céréales par arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2010.

Cette activité principale relève de la rubrique 2160.1 "Silos et installations de stockage en vrac de céréales - Silos plats" de la nomenclature des ICPE sous un régime d'enregistrement.

A ce titre, l'établissement doit également respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 applicables aux installations existantes.

Les autres activités exercées sur le site ne sont pas classées au titre de la législation des installations classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des risques - silos

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Zonage internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.2.2	/	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.3.3	/	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.3.4	/	Sans objet
4	Nettoyage des silos	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 8.1.2	/	Sans objet
5	Prévention des risques liés aux appareils de manutention	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 8.1.3	/	Sans objet
6	Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 8.1.4	/	Sans objet
7	Autres mesures	Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 8.1.5.3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé 2 observations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zonage internes à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silos
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives où explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [.]
<b>Constats :</b> Le plan des zones à risques est à jour. Les différents stockages et activités du site, ainsi que les risques associés y sont mentionnés.  Les zones à risques correspondent à l'intérieur des halls de stockages. Leur matérialisation est réalisée par l'affichage de panneaux d'interdiction de fumer et de présence d'atmosphère explosive à l'entrée de chacun des halls de stockage de céréales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silos
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2010 :</b> Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.  Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou

sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

**"Article 16 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :**

*Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations :*

*- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé ;*

*- ou, pour les silos existants, disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 millimètres diminuée de 75 °C.*

*L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :*

*- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;*

*- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.*

*L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles."*

**Constats :**

Les installations électriques ont fait l'objet de contrôles, au titre du code du travail et du code de l'environnement, en date des 06/10/2021 et 29/11/2022 par l'APAVE.

Les rapports font état de non-conformités accompagnées de préconisations. Un plan d'actions correctives est mené par l'exploitant. Il consigne sur les rapports les actions qu'il a réalisées par ses propres services ou par une société spécialisée. Dans ce dernier cas, l'exploitant dispose de documents permettant de justifier les travaux. Une attestation de la société WOIT a été présentée pour justifier la prise en compte d'une non-conformité formulée dans le rapport du 29/11/2022.

Selon les plans d'actions présentés, les non-conformités ont toutes fait l'objet d'actions correctives.

L'exploitant a également présenté les rapports de vérification périodique relatifs à la certification Q18 « installations électriques » réalisés par l'APAVE les 06/10/2021 et 29/11/2022 . Ceux-ci concluent que « l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion ».

Au regard de l'absence des risques d'incendie et d'explosion attestée par l'organisme de contrôle, les rapports des contrôles périodiques amènent les observations suivantes :

**Observations n°1 :**

**Certaines installations n'ont pas fait l'objet de vérification, notamment certains disjoncteurs différentiels sont annotés NE « Non essayé » dans les rapports.**

**L'exploitant doit veiller à ce que le contrôle des installations électriques soit complet.**

**Observation n°2 :**

**Le rapport précise uniquement : "rapport conforme suivant l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement", ce qui n'est pas conclusif quant aux attendus repris à l'article 16**

de ce même arrêté qui prévoit que le rapport doit être constitué de :

- l'avis de l'organisme sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis de l'organisme sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 de cet arrêté.

L'exploitant doit s'assurer que le rapport du contrôle des installations électriques mené au titre de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 soit constitué des pièces listées à l'article 16 de cet arrêté.

Il appartient à l'exploitant de compléter son dernier rapport de vérification périodique en conséquence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 3 : Protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 7.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Silos

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

**Constats :**

Le plan d'implantation des paratonnerres extrait de l'analyse du risque foudre est présenté pour justifier du périmètre de couverture des dispositifs de protection contre la foudre.

Les installations de protection contre la foudre ont fait l'objet de contrôles en date des 24/03/2022 (vérification complète) et 13/03/2023 (vérification visuelle) par la société FRANKLIN.

Les rapports de ces vérifications sont présentés. Ils concluent à la conformité des installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Nettoyage des silos

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 8.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Silos

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs et/ou de centrales d'aspiration. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

<p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.</p> <p>En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une procédure relative au nettoyage est disponible sur le site. Elle fait notamment référence aux marqueurs d'empoussièrement (repères peints au sol), qu'il convient de contrôler régulièrement. Cette procédure encadre l'utilisation du balai.</p> <p>En dehors des périodes de collecte, le contrôle de ces marqueurs d'empoussièrement est assuré a minima lors de l'inspection hebdomadaire menée sur le site. Le compte rendu de cette inspection est assuré sous forme de check-list.</p> <p>La check-list dénommée « Inspection Hygiène » et la fiche de préparation moisson sont présentées pour illustrer les propos. L'ensemble de ces documents sont conservés dans des classeurs.</p> <p>Les conclusions de ces inspections sont examinées par l'exploitant qui définit alors les plans d'actions correctives. Le plan d'actions en cours suite aux dernières inspections est présenté. L'exploitant le formalise sur le tableau des tâches attribuées à son personnel.</p> <p>Le nettoyage est réalisé par aspiration (utilisation du balai très ponctuelle et encadrée par procédure). La certification ATEX des aspirateurs n'a pas été contrôlée.</p> <p>Lors de la visite, le site, en phase de préparation des cellules pour la prochaine moisson (phase annuelle de nettoyage approfondi des cellules), ne présente pas un taux d'empoussièrement important (marqueurs bien visibles). L'état de propreté des halls des stockages de céréales est satisfaisant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Prévention des risques liés aux appareils de manutention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 8.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silos</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants, visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :</p> <p>cf. tableau.</p> <p>[.]</p> <p>L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation de soutien des élévateurs et des transporteurs</p>

ainsi que l'état des organes mécaniques mobiles sont contrôlés annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection des installations il est constaté par sondage les dispositifs de prévention suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- silo-thermométrie dans les halls 7 et 13 ;</li> <li>- contrôleurs de rotation sur bande et de déport de bande sur le convoyeur d'alimentation des halls 6 et 7.</li> </ul> <p>L'exploitant a défini un programme d'entretien de ces dispositifs d'entraînement et transporteurs a minima annuel, ainsi qu'entre chaque changement de produit stocké.</p> <p>Les contrôles sont formalisés au travers des check-lists « vérification du matériel avant moisson ».</p> <p>Les documents correspondants pour 2022 et 2023 (contrôles en cours) sont présentés.</p> <p>Les documents relatifs au contrôle annuel des chargeuses péniches et de la chargeuse Volvo 90H sont présentés. Ceux-ci n'ont pas fait l'objet d'une lecture exhaustive.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silos
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.</p> <p>Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit</p> <p>cf. tableau [.]</p> <p>Les relevés de températures sont à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité de ces sondes dans le temps (étalonnages, maintenance préventive,...).</p> <p>En cas d'élévation soudaine de la température où anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.</p> <p>Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eaux, susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Une procédure relative au suivi de la température des stockages de céréales est disponible sur le site. Elle fait référence aux modalités de suivi et d'enregistrement des températures, ainsi qu'au contrôle des sondes de température.</p> <p>Durant les périodes de stockage, chaque hall est équipé de 3 sondes électroniques avec report automatique et de 3 sondes par travée de hall avec relevé hebdomadaire manuel.</p> <p>Les fiches de relevé des températures du bâtiment 3 sont présentées. Celles-ci font état de 21 sondes avec relevé manuel (3 par travée de hall) et de 3 sondes électroniques avec report automatique.</p> <p>Le logiciel de suivi des températures relevées automatiquement est présenté.</p> <p>Les fiches de contrôles annuelles des sondes de températures sont présentés. L'exploitant dispose d'un stock de sondes lui permettant de faire face à des défaillances.</p> <p>Dans le cadre des «inspections hygiène» hebdomadaires évoquées dans la fiche de constats n°4, les contrôles portent notamment sur l'absence de désordre des stockages, ainsi que l'absence d'infiltration d'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Autres mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2010, article 8.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silos
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La hauteur des tas est limitée à la hauteur des stomos, soit 4 mètres.</p> <p>Les capacités des halls 7 et 8 ont été réduites pour garantir une distance de 10 mètres vis-à-vis des locaux administratifs.</p> <p>Les halls 10 et L ne sont pas utilisés pour le stockage de céréales.</p> <p>Le hall 2 est réservé au produit ayant le KST le plus élevé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, le site était en cours de préparation de la moisson 2023. Seuls des stockages résiduels d'un faible volume étaient présents.</p> <p>La visite des installations a permis de faire les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur des tas correspond à la hauteur des stomos périphériques qui est d'environ 4 mètres ;</li> <li>- la distance de 10 mètres entre les stockages des halls 7 et 8 et les locaux administratifs est respectée ;</li> <li>- les halls 10 et L ne sont pas utilisés pour le stockage de céréales ;</li> <li>- le hall 2 n'existe plus suite à sa démolition ;</li> <li>- le hall N destiné au stockage de produit sur palettes est presque vide (stockage résiduel de matériels divers).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet